



République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

DIRECTION DE LA MICROFINANCE

**Compte rendu de la 22e réunion du
Comité National de Coordination des
activités de microfinance (CNC)**

DATE : Mardi 29 octobre 2013	Heure : 09h45– 13h 30	Lieu : Hôtel Pullman (Dakar)
PRESIDENCE	Mr Abdoulaye NOBA Directeur de Cabinet du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, en charge de la Microfinance.	
SECRETARIAT	M. Issa DIEYE, Analyste Financier (Direction de la Microfinance)	
PARTICIPANTS	Cf. fichier annexé	
ORDRE DU JOUR :		
<ul style="list-style-type: none"> • Discussion sur le thème "<i>Microfinance et Entreprenariat Jeunes : état des lieux et mesures pour renforcer l'accès durable des jeunes à des services financiers adaptés</i>"; • Présentation du Projet de Cartographie de l'Inclusion financière du MIXMARKET ; • Divers 		

1. Contexte de la réunion

Le CNC est un cadre de concertation qui regroupe l'ensemble des acteurs du secteur de la microfinance (Ministère en charge de la Microfinance, Ministère de l'Economie et des Finances, BCEAO, Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés, Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers, Partenaires techniques et financiers, Société civile, etc.) et se réunit selon une périodicité trimestrielle sous la Présidence de l'AP/SFD tandis que La Direction de la Microfinance en assure le Secrétariat Permanent. Il a pour principales responsabilités :

- d'assurer le suivi - évaluation de la mise en œuvre du plan d'action de la Lettre de Politique Sectorielle de la microfinance (LPS-MF) et proposer des mesures d'adaptation ;
- de rechercher la cohérence des interventions dans le secteur avec la Politique Sectorielle ;
- de développer des synergies entre les différentes interventions dans le secteur et avec les autres stratégies sectorielles.

Depuis son lancement le 20 octobre 2006, le Comité a tenu jusque-là 21 réunions. Il est devenu un organe de référence dans toute la Zone de l'UEMOA car servant de cadre d'échanges, d'alignement et d'harmonisation à tous les acteurs du secteur au Sénégal.

Au-delà de ces fonctions, le CNC constitue également une tribune adéquate pour porter la réflexion sur des thématiques transversales qui interpellent tous les acteurs du secteur.

C'est dans le cadre de ces réflexions stratégiques que cette réunion sur le thème "**Microfinance et Entreprenariat Jeunes : état des lieux et mesures pour renforcer l'accès durable des jeunes à des services financiers adaptés**" a été organisée.

En effet, la problématique de l'emploi des jeunes, en particulier du financement de leur insertion professionnelle, se pose avec acuité et interpelle l'industrie de la microfinance. Celle-ci a tout un rôle à jouer et les discussions devraient permettre de quantifier la contribution de la microfinance au

financement des jeunes, tout en proposant un modèle d'intervention adapté pour favoriser l'insertion des jeunes dans le tissu économique national.

2. Ouverture Officielle

Deux allocutions d'ouverture ont été prononcées, en plus du discours du Directeur de Cabinet du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, en charge de la Microfinance :

- Pour le Vice Président de l'AP/SFD, le sujet de cette réunion intéresse beaucoup l'AP/SFD. En effet, selon Mamadou Lamine GUEYE l'entrepreneuriat jeunes est une préoccupation pour les SFD car les jeunes figurent parmi les couches défavorisées, à côté des femmes. Il révèle que le volume de financement consenti par les SFD aux jeunes sénégalais ces cinq dernières années se chiffre à 26 milliards FCFA au profit de 50 000 jeunes. Malgré ces résultats, les SFD éprouvent beaucoup de difficultés avec le segment des jeunes : absence de garantie, inexpérience dans l'activité, méconnaissance des prestataires de services financiers . Cependant, souligne M. GUEYE, cela ne doit pas éloigner les SFD de leur mission sociale et d'inclusion des couches exclues du secteur bancaire, notamment les jeunes. Pour finir, le Vice-président de l'AP/SFD espère un état des lieux exhaustif par rapport au thème afin de déboucher sur des recommandations opérationnelles qui permettraient de relever durablement le niveau d'accès des jeunes aux services des SFD.
- Le Chef de file du Sous-groupe des Bailleurs et nouveau Chef du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour le Fonds d'Équipement des Nations-Unies (UNCDF) a félicité les Autorités sénégalaises d'avoir initié cette réflexion sur un thème qui constitue l'un des principaux défis du développement. M. Axel de Ville a en outre remercié l'ensemble des Partenaires techniques et financiers et s'est dit impressionné par cette dynamique de concertation autour du secteur dans un pays qui constitue l'un des acteurs majeurs de l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest. Le Représentant des PTF a ensuite passé en revue les principales interventions en faveur des jeunes dans le cadre de l'exécution du plan d'action de la LPS-MF : Programme de Promotion pour l'Emploi des Jeunes en milieu Urbain (PEJU), Programme d'Appui à la LPS (PALPS), Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural - Phase 2 (PROMER 2), Projet Youth Start, etc. Il recommande de faire le bilan des appuis en faveur des jeunes, discuter sur les forces/faiblesses, capitaliser ces expériences pour assurer la durabilité des interventions et développer l'entrepreneuriat des jeunes. Pour finir, M. Axel de Ville marque l'engagement des PTF à accompagner la formulation de la nouvelle LPS-MF dont le diagnostic devrait permettre également d'examiner les contraintes qui freinent l'accès des jeunes aux services financiers.

- Après avoir rappelé les conclusions de la dernière réunion du CNC et fait le point sur le processus d'élaboration de la nouvelle LPS-MF, le Directeur de Cabinet du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, en charge de la Microfinance, a remercié les acteurs, principalement les PTF, pour leur présence massive à cet atelier. Pour M Abdoulaye NOBA, le CNC constitue une tribune adéquate pour porter la réflexion sur des thématiques transversales qui interpellent tous les acteurs du secteur de la microfinance. Le thème abordé, revêt à ses yeux une importance de premier ordre et reste une des priorités majeures du Gouvernement du Sénégal. Il a estimé que les trois quart des 13 millions de sénégalais ont moins de 35 ans et cette frange reste confrontée au problème de l'emploi. Toujours selon le Représentant du Ministre, les facteurs expliquant le chômage des jeunes ont pour noms : développement du secteur informel, crise industrielle et agricole, inadéquation entre formation et emploi et difficultés des jeunes à accéder aux facteurs de production. Face à cette situation, le Ministère accordera une attention particulière aux conclusions de cette 22e réunion du CNC car la microfinance de par ses avantages concurrentiels (bon maillage national, proximité, méthodologies de prêts adaptées, etc.) a un rôle central à jouer.

3. Présentations et Discussion sur le thème

Trois présentations ont été faites par rapport au thème central de la rencontre :

- 1) Microfinance et Entrepreneuriat jeunes : contexte, interventions en cours et passées et proposition pour un modèle de financement adapté, par **Mme Absa KANE WANE**, Consultante ;
- 2) Contribution de la microfinance au financement des Jeunes, par **Sidy Lamine NDIAYE**, Directeur Exécutif de l'AP/SFD ;
- 3) Présentation du Projet Youth Start et plaidoyer pour l'intégration des indicateurs jeunes dans les SIG des SFD, par **Maria PERDOMO**, UNCDF.

Nous présentons ci-après le résumé de chaque présentation (détail dans les fichiers joints).

Présentation n°1 : Microfinance et Entrepreneuriat jeunes : contexte, interventions en cours et passées et proposition pour un modèle de financement adapté.

CONSTATS

- 63,4% de la population ont moins de 25 ans, 75% ont moins de 35 ans (ANSD) et 50,6% sont constitués de femmes;

- Population potentiellement active en hausse : 53,8% en 2011 contre 52,8% en 2005 (ANSD) ;
- Politiques et programmes initiés par l'Etat depuis plus de trois décennies pour favoriser la création d'emplois, lutter contre le chômage des jeunes et le sous-emploi n'ayant pas donné des résultats escomptés ;
- Faible articulation entre services financiers et non financiers ;
- Manque d'expertise des bénéficiaires dans les activités financées ;
- Activités financées ne répondant souvent pas à la demande du marché (créneaux porteurs à identifier).

RECOMMANDATIONS

- Meilleure synergie entre les différents acteurs intervenant dans le domaine de la promotion de l'emploi jeunes ;
- Nécessité de coupler des services financiers et services non financiers ;
- Prise de participation par les fonds de l'Etat dans les investissements des jeunes pour renforcer le niveau des fonds propres (fonds de capital risque) ;
- Mise en œuvre cohérente du FONGIP pour garantir les prêts sollicités par les jeunes porteurs de projets auprès des IMF et des Banques ;
- Développement de produits financiers (crédit-bail, warrantage, etc.) adaptés à l'activité des Start-up.

Présentation n°2 : Contribution de la Microfinance dans le financement des Jeunes

- Deux types de contraintes freinant l'accès des jeunes au financement identifiées :
 - du côté de la demande : manque d'expérience entrepreneuriale, méconnaissance des prestataires de services financiers, absence de garantie; manque d'éducation financière, etc.
 - du côté de l'offre : produits et conditions d'accès inadaptés, insuffisance de ressources financières longues et stables, absence de politique d'accompagnement de services non financiers.
- Tous les programmes de l'Etat et des PTF pour la promotion du financement des jeunes sont adossés aux SFD (FNPIJ, FNEF, FNCF, APDA, PEJU, Plan international, World Vision etc.),

- Le nombre de jeunes financés par les SFD s'établit à 50 000, les crédits consentis se chiffrent à 26 milliards FCFA et l'épargne mobilisée auprès de ce segment estimé à près d'un milliard FCFA.
- L'APSFDF préconise la rationalisation des fonds étatiques intervenant dans le financement des jeunes et la capacitation de ce segment de population en gestion et en éducation financière.

Présentation n°3 : Mesures spéciales pour favoriser des jeunes aux services financiers : Cas du projet Youth Start

- Le programme Youth Start est une initiative de UNCDF, en partenariat avec la Fondation MasterCard, intervenant dans 8 pays de l'Afrique sub-saharienne dont le Sénégal. Il a permis l'accès à des services financiers et non financiers adaptés à plus de 200 000 jeunes âgés entre 12 et 24 ans.
- Chaque année, près 200 000 nouveaux jeunes sénégalais sont à la recherche de leur premier emploi alors que les postes disponibles dans les secteurs privés et publics ne dépassent guère 50 000 ;
- Le renforcement du volume de financement destiné aux jeunes passe par le développement de produits financiers innovants tels que le mobile banking, le micro-leasing, l'affacturage et les crédits groupés ;
- Les Autorités étatiques doivent accorder une grande importance aux études de marché afin d'identifier les créneaux porteurs de revenus et d'emplois et orienter les jeunes vers ces métiers.

SYNTHESE DES DISCUSSIONS

Après des échanges d'environ une heure et demi, le constat est que la contribution de la microfinance au financement des jeunes reste encore modeste en raison des contraintes évoquées dans les diverses présentations. Néanmoins, un partenariat gagnant-gagnant est possible entre les SFD et les structures d'appui pour la création d'emplois durables pour les jeunes dans les secteurs de l'économie verte, de l'agriculture, de l'artisanat des TICs, etc. Le Directeur de la Microfinance, M. Amadou Sall DIAL, a procédé à la synthèse des discussions. Il a été recommandé essentiellement :

- de rationaliser les interventions des structures en charge de la promotion de l'emploi des jeunes ;
- d'assurer une plus forte articulation entre les services financiers et les services non financiers aux jeunes ;

- d'accompagner les SFD dans la diversification et l'adaptation de l'offre au profit des jeunes et la mise en place de mécanismes de financement innovants, les produits de la finance islamique constituent dans ce sens une opportunité ;
- de veiller à une plus grande synergie entre les structures s'activant dans la promotion et l'encadrement (ANEJ, ADPME, Bureau de Mise à Niveau..) et celles spécialisées dans le financement (BNDE, FONGIP, FONSI, FNPI, ANEJ, FNCF, FNEF...);
- d'assurer un meilleur suivi au niveau des SFD et des Banques, des indicateurs liés à l'accès au financement des jeunes au services financiers ;
- de travailler à faciliter l'accès des SFD à des ressources moyen et long termes ; la BCEAO a révélé que la possibilité pour les SFD d'accéder directement à son guichet refinancement pourrait être envisagée en 2015 ;
- de mettre en place des dispositifs de capital risque et prises de participation pour accompagner les jeunes porteurs de projets innovants ;
- de développer des plateformes de collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur et de formation professionnelle pour accompagner les jeunes porteurs d'initiatives économiques ;
- d'intensifier les actions d'éducation financière en faveur des jeunes ;
- mieux segmenter la clientèle jeune car les besoins des 25-35 ne sont pas les mêmes que ceux des 15-24 ans ;

En définitive, M Amadou Sall DIAL a recommandé la mise en place un Groupe de travail en charge d'approfondir le modèle de financement proposé pour un accès durable des jeunes à des services financiers adaptés.

4. Présentation de la carte de l'inclusion financière du Sénégal

Mélina DJIRE, représentante du MIXMARKET pour l'Afrique francophone, a présenté le projet de cartographie sur l'inclusion financière au Sénégal. En effet, le MIX a développé une cartographie permettant aux décideurs de disposer des données fiables sur les institutions de microfinance, les banques et les services postaux, la banque via la téléphonie mobile et

pouvant être combinées à des données économiques et sociales (carte sanitaire, carte de pauvreté, carte des infrastructures, etc.).

Les données collectées portent sur le nombre de prestataires financiers, les indicateurs de portée, de rentabilité, de structure et qualité de portefeuille.

Ce projet, une première en Afrique francophone, permettra de localiser jusqu'au niveau décentralisé, les prestataires de services financiers cités plus haut.

Toutes les données n'étant pas encore disponibles, Mélina DJIRE a présenté la version actuelle de la carte et espère que toutes les statistiques seront transmises le plus tôt possible.

Ce projet a été bien apprécié par les acteurs qui souhaitent que les différentes cartes soient prêtes rapidement.

La réunion fut clôturée vers 13h45 par les mots de remerciements du Vice-Président de l'AP/SFD, Mamadou Lamine GUEYE et du Directeur de la Microfinance. Ce dernier s'est félicité de la régularité des réunions du CNC et a souhaité la bienvenue aux structures qui ont nouvellement intégré le Comité : PAMIGA, SEEPNETWORK et MIXMARKET.